

Stabilisation des prix agricoles—Loi

M. Horner: J'imagine que les porcs de l'Alberta sont consommés dans tout le Canada. L'Alberta produit 22 p. 100 de la viande de porc, mais elle n'a pas 22 p. 100 de la population. Donc, l'Alberta est obligée d'exporter des porcs dans tout le Canada et, si possible, dans le monde entier.

● (1230)

Ce que je dis, c'est que quand je vois de l'inefficacité dans l'agriculture, je m'inquiète parce que je sais que celui qui écope, c'est le consommateur qui finira un jour par se révolter contre la hausse des prix. La viande est une denrée que le consommateur aime bien en général. J'aimerais qu'il sache jusqu'à quel point c'est un bon achat aujourd'hui! Les fonctionnaires de la commission d'enquête sur la commercialisation de la viande établie par le ministre de l'Agriculture n'ont pas découvert beaucoup de cas d'inefficacité dans l'industrie du bœuf.

Ce qui m'inquiète, ce sont les autres pouvoirs conférés à ce ministre de l'Agriculture introverti. Je ne veux pas que l'inefficacité des industries de la volaille et du porc envahisse l'industrie du bœuf. Je ne pourrais laisser adopter le bill C-50 sans exprimer mon inquiétude, sans avertir le ministre et ses acolytes, et le président du comité de l'agriculture qui joue un rôle important dans la législation du gouvernement d'être sur leurs gardes. Le bœuf est une des grandes denrées de consommation au Canada: nous consommons plus de bœuf que de volaille ou de porc.

C'est nous, les politiciens, qui avons introduit l'inefficacité dans les industries du porc et de la volaille, nous, les politiciens en Colombie-Britannique, en Alberta, partout au Canada, qui avons introduit l'inefficacité dans l'industrie agricole, ce qui en fait augmenter le coût aux consommateurs. Le consommateur est le tout-puissant aujourd'hui, et les politiciens devraient le savoir. Ma seule crainte est que le consommateur ne manifeste pas cette inquiétude là où elle peut compter—à la boîte de scrutin—et ne condamne pas ainsi le gouvernement actuel pour avoir introduit l'inefficacité dans l'industrie agricole.

Je tiens à dire au président du comité de l'agriculture, à vous, madame l'Orateur, et au ministre de l'Agriculture: «Soyez sur vos gardes! Ne permettez pas l'aggravation de l'inefficacité dans l'industrie parce qu'elle entraînera une hausse de prix pour les consommateurs canadiens et les consommateurs du monde.» Je suis moi-même producteur agricole, et je considère que le monde est mon marché. Le consommateur canadien fait partie de ce marché mondial. Le ministre de l'Agriculture dit: «Essayez de vous tailler une place sur certains marchés mondiaux». Je sais que c'est difficile, mais d'autres ministres de l'Agriculture ont déjà essayé et ont réussi. On n'a rien sans peine.

M. Turner (London-Est): Et Bennett? Il devait se tailler de force une place sur les marchés mondiaux.

M. Horner: Madame l'Orateur, je ne savais pas que le député de London-Est (M. Turner) était assez vieux pour pouvoir se souvenir de Bennett!

M. Turner (London-Est): Je m'en souviens très bien.

M. Horner: Si nous voulons discuter des problèmes agricoles des années trente, je rappellerais au député que les États-Unis ont enterré l'équivalent de la production canadienne de porcs pour un an au lieu d'essayer de les vendre. Bennett a au moins essayé; il n'a pas eu à les acheter et à les enterrer comme l'ont fait les États-Unis. Tout ce que je

[M. Whelan.]

demande, c'est que le ministre de l'Agriculture essaie de commercialiser nos produits. Je sais qu'il est difficile d'accéder aux marchés mondiaux. Je sais aussi que le consommateur canadien s'inquiète des prix. Ne créez pas d'interférence, essayez de vendre! N'abandonnez pas. Ne faites pas comme le député de London-Est qui dit que l'accès aux marchés mondiaux est difficile et qu'il y a 30 ou 40 ans Bennett avait essayé en vain de s'y tailler une place et qu'il ne vaut donc pas la peine d'essayer encore. Nous avons sûrement de nouvelles idées; nous n'avons pas à nous fier aux vieux députés comme le député de London-Est. Nous devrions essayer de vendre.

Le monde est notre marché et nous sommes capables de produire avec autant d'efficacité que n'importe qui. Ce qui nuit le plus à l'industrie agricole aujourd'hui, c'est l'intervention du gouvernement. Nous ne devrions pas laisser le ministre de l'Agriculture trop intervenir car ces interventions sont inefficaces et sur le plan commercial, inefficacité veut dire hausse des prix.

M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre): Madame l'Orateur, après avoir écouté le député de Crowfoot (M. Horner), il faut que je fasse une intervention de trois ou peut-être quatre minutes. J'aimerais rappeler au député de Crowfoot que toutes ses craintes vont dans un seul sens, et que les miennes vont dans le sens opposé. Nous avons devant nous un texte de loi libéral typique qui est un exercice de corde raide. Je me permets de rappeler au ministre que c'est comme cela que les accidents arrivent.

J'estime que ce bill ne va pas assez loin. Le député de Crowfoot et ses collègues estiment qu'il va trop loin, mais notre mécontentement n'a rien de nouveau. Ce n'est pas le NPD qui a inventé l'idée de gestion de l'offre; c'est l'industrie agricole. Depuis 20 ans, on y parle de gestion de l'offre et de rationalisation de la production et du traitement des produits agricoles—et souvent dans de grosses sociétés qui ont ruiné les petits agriculteurs. La politique du Nouveau parti démocratique consiste à garantir les prix et une pleine production. Dans un monde affamé, nous ne voyons pas de raison de s'opposer à la pleine production de n'importe quelle denrée au Canada, car notre pays pourrait être le fournisseur du monde. Notre nation tout entière se doit d'aider les producteurs à obtenir un prix garanti et de les encourager à produire au maximum.

Dans un mémoire au comité permanent de l'agriculture, la Fédération canadienne de l'agriculture déclarait ce qui suit:

Si nous comprenons bien, le but de cette mesure est d'assurer et de mettre plus en rapport avec les coûts de production le niveau de prix des denrées agricoles garanti par le gouvernement fédéral ou conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux et les producteurs.

Nous sommes entièrement d'accord avec ce but. Les producteurs agricoles trouveront de plus en plus insupportable d'être plongés dans l'incertitude complète quant à leurs prix et leurs revenus, comme cela a presque toujours été le cas jusqu'à présent.

L'argument invoqué par la FCA est qu'il s'agit d'un marché libre qui place les producteurs agricoles dans une situation qu'elle juge «intolérable si les producteurs agricoles sont livrés à une insécurité totale dans le domaine des prix et du revenu.» C'est le même marché libre qui a incité les gouvernements de toutes les allégeances politiques à s'ingérer sur le marché en vue de procurer une certaine sécurité au producteur canadien. Le mémoire de la FCA ajoute ce qui suit: